

ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

La culture en tant que bien public mondial: contestations et implications

Par Avril Joffe, collaboratrice, Association Marcel Hicter

26 octobre 2023

La culture en tant que bien public mondial: contestations et implications

Par Avril Joffe, collaboratrice, Association Marcel Hicter

L'année dernière, en octobre, des ministres de la culture, des ONG, des organisations intergouvernementales, des agences des Nations unies, des activistes culturels et des artistes du monde entier se sont réunis à Mexico, 40 ans après la première réunion de ce type pour Mondiacult - Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable. La déclaration finale de *Mondiacult 22*¹ a exprimé des préoccupations concernant le paysage contemporain ; elle a été marquée par

des crises multiples, prolongées et multidimensionnelles - liées notamment aux conséquences dramatiques du changement climatique et de la perte de biodiversité, des conflits armés, des risques naturels, de l'urbanisation incontrôlée et des modes de développement non durables - qui entraînent notamment une augmentation de la pauvreté, un recul des droits fondamentaux, une accélération des migrations et de la mobilité, ainsi qu'une exacerbation des inégalités, y compris en ce qui concerne les technologies numériques (UNESCO, 2022).

Il est important de noter que la déclaration indique que ces défis "appellent, plus que jamais, à réinvestir dans le rôle transformateur de la culture pour les politiques publiques, pour le plein exercice des droits humains fondamentaux".

Le message clé de Mondiacult est son appel à la "pleine intégration de la culture en tant que bien public mondial dans l'Agenda post-2030 pour un développement inclusif et durable".

Pourquoi est-ce si important ?

Ce message clé de Mondiacult est important car il permet au secteur culturel de prendre en compte la valeur fondamentale de la culture en plus de son rôle de vecteur transversal pour les Objectifs de Développement Durable (ODD) 2030. Jusqu'à Mondiacult, le secteur de la culture a joué un rôle défensif pour plaider en faveur de sa présence et de sa pertinence pour les ODD, car il n'a pas été inclus de plein droit dans les Objectifs de Développement Durable de l'ONU de 2015. Cela a pris de nombreuses formes : dans un chapitre du Rapport mondial 2018 de l'UNESCO intitulé "Remodeler les politiques culturelles"², j'ai parcouru les rapports périodiques des États membres pour trouver comment la culture était intégrée dans le développement durable, l'objectif 3 de la Convention de l'UNESCO de 2005 ; au même moment, l'UNESCO développait les Indicateurs Thématiques de la Culture³ tandis que d'autres agences révisaient les ODD en ODD culturels pour souligner l'importance de la culture.

L'absence de la culture dans les ODD a été considérée comme extrêmement importante pour la culture, ce qui a conduit en 2020 à la campagne *Culture2030goal*⁴ visant à inclure un objectif autonome pour la culture dans les ODD afin d'intégrer la culture dans le programme de développement mondial. La préoccupation de cette campagne était ce qu'on a appelé le "défaut fondamental" qui a

conduit à "l'incapacité à donner à la culture la priorité dont elle a besoin pour être intégrée sérieusement dans la planification et la mise en œuvre du développement national". Leurs objectifs précis étaient les suivants : "Une place plus importante pour la culture tout au long de la mise en œuvre de l'actuel programme de développement mondial (l'Agenda 2030 de l'ONU) ; l'adoption de la culture en tant qu'objectif distinct dans le programme de développement post-2030 ; et l'adoption d'un programme mondial pour la culture". Cette campagne est menée par un groupe de pilotage composé d'un petit noyau de réseaux majeurs travaillant sur les questions culturelles, ayant une grande portée internationale et jouant un rôle de premier plan dans le domaine culturel.

Dans ce contexte, la déclaration de Mondiacult donne un élan considérable à cette campagne ainsi qu'à d'autres initiatives telles que le soutien des Nations unies au mouvement visant à promouvoir la culture en tant que bien public mondial⁵. Elle cherche également à obtenir un soutien pour la culture en tant que 18ème objectif des ODD dans l'agenda post-2030.

Pour la première fois depuis l'adoption de la Déclaration MONDIACULT 2022, les représentants permanents auprès des Nations Unies ont conjointement plaidé en faveur d'une plus grande inclusion de la culture à l'ONU, appelant spécifiquement à l'inclusion de la culture dans les prochaines étapes mondiales telles que le Sommet des ODD de cette année, la Déclaration sur les générations futures, le Sommet du Futur de 2024 et le Sommet social mondial de 2025.

Dans le même temps, la société civile a appelé à l'incorporation de la culture dans les *Voluntary National Reviews (VNR)* avec un nouveau rapport publié par le *Culture2030goal*⁶ sur "La culture dans les Rapports Nationaux Volontaires : une vue d'ensemble des rapports 2023".

Mais qu'entendons-nous exactement par "la culture en tant que bien public mondial" ?

Dès la première édition de Mondiacult en 1982, l'UNESCO a placé la culture au cœur de la définition du progrès humain et a souligné que la croissance devait satisfaire "les aspirations spirituelles et culturelles de l'homme. Le but d'un développement authentique est le bien-être et l'épanouissement continus de chaque individu" (UNESCO, 1982 : Art. 10). Le rôle de la politique culturelle est donc de "redonner au développement sa signification profonde et humaine. De nouveaux modèles sont nécessaires. Et c'est dans le domaine de la culture et de l'éducation qu'ils doivent être trouvés" (Art. 15).

Bien qu'il y ait eu de nombreux développements affirmant le rôle de la culture dans le développement au cours des années écoulées, comme la Déclaration de l'UNESCO de 2001⁷ qui souligne que "la culture est un patrimoine commun de l'humanité" et que la diversité culturelle "est aussi nécessaire au genre humain que la biodiversité l'est à la nature" (Art. 1) ou la Convention de l'UNESCO de 2005⁸ elle-même "la protection, la promotion et le maintien de la diversité culturelle sont une condition essentielle du développement durable pour le bénéfice des générations présentes et futures" (Art. 2.6), cela ne s'est pas traduit par un objectif pour la culture dans les ODD. Et ce, malgré la rapidité avec laquelle la Convention de l'UNESCO de 2005 a été ratifiée par les États membres, ou les énormes efforts de lobbying de la campagne "L'Avenir que nous Voulons inclut la Culture" menée par le *Committee for Culture of United Cities and Local Government (UCLG)*, l'*International Federation of Arts Councils and Culture Agencies (IFACCA)*, l'*International Federation of Coalitions for Cultural Diversity (IFCCD)*, *Culture Action Europe*, l'*International Music Council*, *Arterial*

Network, l'International Council on Monuments and Sites (ICOMOS), l'International Federation of Library Associations and Institutions (IFLA) et la Red Latinoamericana de Arte para la Transformación Social, ainsi que de nombreuses autres organisations culturelles, artistes, professionnels de la culture et citoyens. Ce n'est pas le lieu d'analyser les raisons de cette évolution, même si Justin O'Connor note comment ces affirmations selon lesquelles la culture est nécessaire à l'humanité et essentielle au développement durable ont dû être confrontées à la fois à un paradigme de développement mondial désormais axé sur l'économie (le « Consensus de Washington »⁹) et à la volonté de repositionner la culture en tant qu'économie de consommation privée.

Dans le chapitre sur l'intégration de la culture dans le développement durable du Rapport mondial 2015 de l'UNESCO intitulé "Remodeler les politiques culturelles", David Throsby, éminent économiste de la culture, explique l'importance du lien entre les générations passées et futures par la nécessité d'une équité intergénérationnelle, qui, selon lui, implique que : « *Le développement doit s'inscrire dans une perspective à long terme et ne pas compromettre les capacités des générations futures à accéder aux ressources culturelles et à répondre à leurs besoins culturels, ce qui implique une attention particulière à la protection et à la valorisation du capital culturel matériel et immatériel d'une nation.* »¹⁰

Les biens publics sont les biens ou services tels que la santé, l'éducation, l'air pur, la police, les services sociaux ou les infrastructures qui sont mis à la disposition de tous les membres de la société. Les gouvernements les administrent et nos impôts les financent collectivement. Lier ces biens publics à l'idée d'équité intergénérationnelle signifie que tous les membres de la société devraient avoir accès à ces biens et que cette

utilisation n'épuise pas leur disponibilité pour les générations suivantes. L'équité intergénérationnelle ne peut toutefois pas être mesurée uniquement à l'aide de mesures économiques, comme le souligne Throsby dans son article *Culturally Sustainable Development (traduit par Développement Culturel Durable)*¹¹, puisqu'il s'agit d'une "question morale ou éthique [...] hors de portée d'un calcul économique strictement défini". De même, la culture en tant que bien public mondial ne peut être exprimée en termes économiques.

Il n'existe actuellement aucune définition reconnue de la culture en tant que bien public. En fait, les Nations unies, qui ont repris cette idée dans leur récent *Our Common Agenda*¹² (*Notre Agenda Commun*) et *Summit of the Future*¹³ (*Sommet pour le Futur*), ont demandé à l'UNESCO et à d'autres organisations de les aider à définir ce que pourrait être la "culture en tant que bien public mondial".

Les implications de la Culture en tant que Bien Public Mondial

La principale conséquence de l'adoption de la culture comme bien public mondial sera l'élaboration d'une politique publique solide garantissant que le gouvernement choisisse explicitement de soutenir la culture dans ses priorités et ses budgets.

Le gouvernement ne choisira explicitement de soutenir la culture que si la valeur spécifique des cultures et la manière dont elles contribuent au développement durable sont clairement exprimées. Le *South African White Paper on Arts, Culture and Heritage*¹⁴, révisé en 2017, pourrait être instructif à cet égard, car il affirme que la politique culturelle "est basée sur le précepte que les humains sont des êtres holistiques avec des besoins matériels, psychologiques, émotionnels, culturels, spirituels et

intellectuels. Elle reconnaît donc les valeurs inhérentes ainsi que les valeurs sociales et économiques des arts, de la culture et du patrimoine", qui comprennent la valeur inhérente, la valeur créative, la valeur sociale, la valeur économique, la valeur éducative, la valeur récréative, la valeur thérapeutique et la valeur environnementale. La combinaison de ces valeurs culturelles "multiples, mutuelles et interdépendantes" "renforce la portée, l'étendue et l'impact des arts, de la culture et du patrimoine".

Une autre implication est que la culture devra s'aligner sur les nouvelles fondations sociales telles que la santé, l'éducation, les services sociaux, les services publics, les infrastructures essentielles, comme l'explique Justin O'Connor dans son article *Reset : Art, Culture and the Foundational Economy*¹⁵. Les experts de l'UNESCO, à savoir Justin O'Connor, moi-même et Cornelia Dumke, ont organisé deux ateliers à Berlin et à Bruxelles au cours de la semaine précédant Mondiacult pour "Réimaginer la politique culturelle aujourd'hui" et contribuer au débat sur la culture en tant que bien public mondial. Si la culture en tant que bien public mondial s'aligne sur ces fondements sociaux, c'est, selon O'Connor dans un texte préparé pour les deux ateliers, qu'elle nécessitera de nouveaux investissements dans les priorités culturelles, de l'éducation créative (du design aux arts du spectacle, de la musique aux jeux, de l'édition numérique à l'artisanat traditionnel) aux équipements culturels équitablement répartis géographiquement (à la fois les jeunes citoyens urbains éduqués et les communautés plus pauvres, rurales ou marginalisées), et qui sont des espaces socialement accessibles. En particulier, ces installations sont plus que des bâtiments - elles nécessitent une facilitation, une réglementation et une programmation.

La politique publique sur la culture en tant que bien public mondial, écrit O'Connor, devrait se concentrer sur les points suivants

Sur l'infrastructure communale, les lieux et espaces publics, la mobilité et l'interactivité, le tout dans un cadre plus ancré et durable, conscient de l'empreinte carbone locale du métabolisme culturel. Cela nécessite un langage politique solide pour la culture en tant que bien public - sans lequel le système culturel au sens large ne peut pas prospérer.

Il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire pour définir clairement ce que signifie la culture en tant que bien public mondial et comment elle devrait être développée en un objectif ODD autonome. Mais ce moment offre également à ceux d'entre nous qui travaillent dans le secteur culturel, des décideurs politiques à la société civile, une opportunité unique et en fait une responsabilité de penser, rechercher, piloter, imaginer, écrire et contribuer aux divers et multiples agendas mondiaux autour de la transformation sociale dans lesquels la culture a été précédemment marginalisée, voire totalement absente. Le secteur de la politique culturelle doit être vu et visible et avoir un siège à la table des conversations importantes telles que la "transition juste", l'urgence climatique, *Green New Deals*, la post-croissance, le bien-être, le travail décent ou les soins. C'est dans ces forums que la valeur spécifique de la culture en tant que bien public mondial doit être articulée.

La question de la culture en tant que bien public mondial revêt une importance cruciale pour les opérateurs culturels belges francophones, compte tenu de notre riche héritage de leadership dans les politiques culturelles mondiales dans les années 80 et 90. Cette conjoncture représente une opportunité inestimable pour réaffirmer notre position de pionniers. Dans ce contexte primordial, il est impératif que les opérateurs culturels belges francophones reconnaissent la culture comme un pilier essentiel du développement durable et de la cohésion sociale. En s'engageant activement dans la

formulation de politiques culturelles réfléchies et en promouvant la diversité culturelle ainsi que la préservation du patrimoine, nous pouvons jouer un rôle clé dans la construction d'une société résiliente, répondant aux besoins présents et futurs.

Notes

- 1 <https://www.unesco.org/en/articles/mondia-cult-2022-states-adopt-historic-declaration-culture>
- 2 https://issuu.com/unpublications/docs/reshaping_cultural_policies2018
- 3 <https://whc.unesco.org/en/culture2030-indicators/>
- 4 <https://culture2030goal.net/our-strategy>
- 5 <https://www.unesco.org/en/articles/culture-global-public-good-member-states-rally-culture-stand-alone-goal-post-2030-agenda>
- 6 <https://culture2030goal.net/resources>
- 7 <https://en.unesco.org/about-us/legal-affairs/unesco-universal-declaration-cultural-diversity>
- 8 https://en.wikipedia.org/wiki/Convention_on_the_Protection_and_Promotion_of_the_Diversity_of_Cultural_Expressions
- 9 <https://www.piie.com/blogs/realtime-economic-issues-watch/what-washington-consensus>
- 10 https://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/reshaping-cultural-policies-a-decade-promoting-the-diversity-of-cultural-expressions-for-development-2015-en_0.pdf
- 11 <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10286632.2017.1280788?journalCode=gcul20>
- 12 <https://www.un.org/en/common-agenda>
- 13 <https://www.un.org/en/common-agenda/summit-of-the-future#:~:text=Having%20welcomed%20the%20submission%20of,will%20take%20place%20this%20year.>
- 14 <https://www.gov.za/documents/revised-white-paper-arts-culture-and-heritage-third-draft-1-feb-2017-0000>
- 15 <https://resetartsandculture.com/wp-content/uploads/2022/02/CP3-Working-Paper-Art-Culture-and-the-Foundational-Economy-2022.pdf>